



Chapitre Q-1

LOI SUR LA QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES ENTREPRENEURS DE CONSTRUCTION

SECTION I

DÉFINITIONS ET APPLICATION

- Interprétation: **1.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:
- « travaux de construction »: a) « travaux de construction »: les travaux de fondation, d'érection, d'entretien, de rénovation, de réparation, de modification et de démolition de bâtiments et d'ouvrages de génie civil exécutés sur les lieux mêmes du chantier et à pied d'oeuvre, y compris les travaux préalables d'aménagement du sol;
- « entrepreneur »: b) « entrepreneur »: toute personne qui, pour autrui, exécute ou fait exécuter des travaux de construction ou fait ou présente des soumissions, personnellement ou par personne interposée, dans le but d'exécuter, à son profit, de tels travaux;
- « constructeur-propriétaire »: c) « constructeur-propriétaire »: une personne qui, pour son propre compte, exécute ou fait exécuter des travaux de construction;
- « licence »: d) « licence »: une licence délivrée en vertu de la présente loi;
- « ministre »: e) « ministre »: le ministre du travail et de la main-d'oeuvre;
- « Régie »: f) « Régie »: la Régie des entreprises de construction du Québec instituée par la présente loi;
- « règlement »: g) « règlement »: un règlement adopté par la Régie conformément à la présente loi;
- « tribunal »: h) « tribunal »: le tribunal du travail institué par le Code du travail.
- 1975, c. 53, a. 1.
- Application. **2.** Sous réserve des dispositions transitoires, la présente loi s'applique à tout entrepreneur.
- 1975, c. 53, a. 2.
- Travaux exclus. **3.** Le gouvernement peut exclure de l'application de la présente loi

les catégories de travaux qu'il indique, effectués sur le territoire des municipalités de 5,000 âmes ou moins.

1975, c. 53, a. 3.

Travaux non visés par la loi.

4. La présente loi ne s'applique pas:

a) aux exploitations agricoles mises en valeur habituellement par l'exploitant lui-même ou par moins de trois salariés embauchés de façon continue;

b) aux travaux d'entretien et de réparation de bâtiments ou d'ouvrages de génie civil exécutés par des salariés qui font habituellement des travaux d'entretien des bâtiments ou d'ouvrages de génie civil ou qui travaillent à la production dans un établissement, embauchés directement par un employeur autre qu'un entrepreneur;

c) aux travaux de construction de canalisations d'eau, d'égouts, de pavage et de trottoirs et aux autres travaux de même nature, lorsqu'ils sont exécutés par les salariés des communautés urbaines ou régionales et des municipalités;

d) aux travaux de construction qui se rattachent directement à l'exploration ou à l'exploitation d'une mine et qui sont exécutés par les salariés d'entreprises minières;

e) aux travaux de construction qui se rattachent directement à l'exploitation de la forêt et qui sont exécutés par les salariés d'entreprises d'exploitation forestière;

f) aux travaux de construction de lignes de transport d'énergie exécutés par les salariés des entreprises de distribution d'électricité.

1975, c. 53, a. 4.

SECTION II

RÉGIE DES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION DU QUÉBEC

Institution. **5.** Une Régie des entreprises de construction du Québec est instituée.

1975, c. 53, a. 5.

Fonctions. **6.** La Régie a pour fonctions de surveiller les activités des entrepreneurs de construction au Québec, et, notamment, de délivrer les licences prévues par la présente loi.

1975, c. 53, a. 6.

Siège social. **7.** La Régie a son siège dans la ville de Québec ou dans celle de

- Montréal selon que le décide le gouvernement par un arrêté qui entre en vigueur sur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.
- Bureau. La Régie a aussi un bureau dans la ville visée au premier alinéa dans laquelle elle n'a pas son siège.
- Séances. Elle peut tenir séance à tout endroit du Québec.
- 1975, c. 53, a. 7.
- Composition. **8.** La Régie est formée de huit membres nommés par le gouvernement.
- Nomination des membres. Trois membres sont nommés pour au plus dix ans, dont un président et un vice-président. Ils exercent tous les pouvoirs de la Régie et sont responsables de son administration dans le cadre de ses statuts et des règlements adoptés en vertu de la présente loi.
- Nomination des membres. Les cinq autres membres sont des entrepreneurs d'expérience nommés pour trois ans; ils sont désignés parmi les personnes proposées par les associations d'entrepreneurs de l'industrie de la construction les plus représentatives. Cependant, le ministre peut toujours exiger que d'autres noms lui soient proposés.
- 1975, c. 53, a. 8.
- Droit de vote limité. **9.** Les cinq membres nommés en vertu du troisième alinéa de l'article 8 siègent sans droit de vote sauf pour l'adoption des statuts de la Régie et des règlements et pour la fixation, par règlement, des honoraires exigibles pour la délivrance et le renouvellement des licences.
- 1975, c. 53, a. 9.
- Honoraires. **10.** Le gouvernement fixe les honoraires, les allocations ou le traitement ou, selon le cas, le traitement supplémentaire de chaque membre de la Régie.
- 1975, c. 53, a. 10.
- Fonctions continuées. **11.** Les membres de la Régie restent en fonction, nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.
- 1975, c. 53, a. 11.
- Intérêts prohibés. **12.** Aucun des trois membres nommés en vertu du deuxième alinéa de l'article 8 ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de la Régie.
- Exception. Toutefois cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit

par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.

1975, c. 53, a. 12.

Remplacement temporaire.

13. Au cas d'incapacité d'agir du président de la Régie par suite d'absence ou de maladie, il est remplacé par le vice-président; au cas d'incapacité d'agir d'un autre membre de la Régie par suite d'absence ou de maladie, il peut être remplacé par une personne nommée pour exercer ses fonctions pendant que dure son incapacité; cette personne est nommée par le gouvernement qui fixe ses honoraires, ses allocations, son traitement ou son traitement supplémentaire.

1975, c. 53, a. 13.

Directeur général.

14. Le président exerce de plein droit la fonction de directeur général de la Régie.

1975, c. 53, a. 14.

Services exclusifs.

15. Les trois membres nommés en vertu du deuxième alinéa de l'article 8 doivent s'occuper exclusivement du travail de la Régie et des devoirs de leurs fonctions.

1975, c. 53, a. 15.

Quorum.

16. Le quorum de la Régie est constitué de deux des membres nommés en vertu du deuxième alinéa de l'article 8, dont le président ou, dans le cas prévu à l'article 13, le vice-président.

Quorum sur certaines questions.

Toutefois sur toute question prévue à l'article 9, au moins trois des membres nommés en vertu du troisième alinéa de l'article 8 doivent aussi être présents.

Vote prépondérant.

Au cas d'égalité des voix, le président ou, dans le cas prévu à l'article 13, le vice-président a un vote prépondérant.

1975, c. 53, a. 16.

Décisions sur demandes.

17. Lorsque la Régie est saisie d'une demande, elle doit rendre par écrit une décision motivée dans les trente jours de la réception de la demande. Les décisions de la Régie font partie de ses archives.

Ordonnance.

Au-delà de cette période, le tribunal peut, sur requête d'une partie, rendre l'ordonnance qu'il juge nécessaire et notamment prononcer la décision qui, à son jugement, aurait dû être rendue en premier lieu.

1975, c. 53, a. 17.

Authenticité des procès-verbaux. **18.** Les procès-verbaux des séances, approuvés par la Régie et certifiés par le président ou le secrétaire, sont authentiques. Il en est de même des documents et des copies émanant de la Régie ou faisant partie de ses archives, lorsqu'ils sont signés par le président ou le vice-président.

Loi applicable. La Loi sur la preuve photographique de documents (chapitre P-22) s'applique aux documents émanant de la Régie ou faisant partie de ses archives.

1975, c. 53, a. 18.

Secrétaire et employés. **19.** Le secrétaire et les autres personnes à l'emploi de la Régie sont nommés et rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3).

Inspecteurs. Il en est de même des inspecteurs nécessaires pour assurer l'observation de la présente loi et des règlements.

Officiers municipaux. Le gouvernement peut désigner, par règlement et selon les modalités qu'il y établit, dans les municipalités, des officiers municipaux qui ont le pouvoir de vérifier si les requérants d'un permis de construire et ceux qui exécutent ou font exécuter des travaux de construction détiennent une licence.

Pouvoirs. Toute personne désignée en vertu de l'alinéa précédent bénéficie des mêmes pouvoirs et a les mêmes devoirs que les inspecteurs nommés en vertu de la présente loi.

1975, c. 53, a. 19.

Droit d'entrée. **20.** Les inspecteurs ont entrée à toute heure du jour ou de la nuit dans tout chantier de construction ou bâtiment afin de s'assurer de l'observation de la présente loi et des règlements.

1975, c. 53, a. 20.

Droit d'exiger documents. **21.** Les inspecteurs ont également droit d'exiger la production des licences ou autres documents requis par la loi et les règlements, ainsi que tous les renseignements qu'ils jugent nécessaires.

1975, c. 53, a. 21.

Rapport. **22.** Les inspecteurs nommés en vertu de la présente loi doivent faire rapport de leurs activités à la Régie selon les modalités établies par règlement.

1975, c. 53, a. 22.

Enquête de la Régie. **23.** Dans l'exercice de ses pouvoirs la Régie peut, par elle-même

- ou une personne qu'elle désigne, enquêter sur toute matière de sa compétence.
- Pouvoirs des commissaires. La Régie, pour ses enquêtes et auditions, a les pouvoirs d'un commissaire nommé en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (chapitre C-37).
- Comparution des parties. Les parties, aux enquêtes et auditions de la Régie, peuvent comparaître et plaider en personne ou par le ministère d'un avocat et y faire entendre des témoins, lesquels peuvent requérir taxe comme s'ils témoignant devant la Cour supérieure.
- Brefs de subpoena. Les brefs de subpoena pour l'assignation des témoins sont signés par le président ou le secrétaire de la Régie.
- 1975, c. 53, a. 23.

- Rapport annuel. **24.** La Régie doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, soumettre au ministre un rapport de ses activités pour l'année financière précédente. Le ministre doit déposer ce rapport devant l'Assemblée nationale dans les trente jours de sa réception si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

1975, c. 53, a. 24.

SECTION III

LICENCES

- Licences. **25.** Nul ne peut utiliser le titre d'entrepreneur de construction, ni exercer en cette qualité, s'il ne justifie de la possession d'une licence à cet effet.
- 1975, c. 53, a. 25.
- Personne présumée exercer en qualité d'entrepreneur. **26.** Est présumée exercer en qualité d'entrepreneur la personne qui exécute ou fait exécuter des travaux de construction et offre en vente ou en échange le bâtiment ou l'ouvrage concerné, à moins qu'elle ne prouve que les travaux n'ont pas été exécutés dans un but de vente ou d'échange.
- Personne présumée exercer en qualité d'entrepreneur. Est présumée exercer à titre d'entrepreneur aux fins de la présente loi, la personne qui met en chantier de nouveaux travaux de construction dans un intervalle de moins d'un an à compter de la fin des premiers travaux entrepris.
- Fins des travaux. La fin des travaux s'entend, pour l'application de l'alinéa précédent, de la date à laquelle une construction est prête pour l'usage auquel elle est destinée.
- 1975, c. 53, a. 26.

- Contenu de la licence. **27.** Toute licence doit indiquer les catégories et sous-catégories de travaux de construction que le titulaire est autorisé à exécuter ou à faire exécuter.
1975, c. 53, a. 27.
- Forme de la demande. **28.** Toute demande relative à la délivrance d'une licence est transmise à la Régie dans la forme prescrite par cette dernière; elle doit être accompagnée des documents requis et des droits exigibles.
1975, c. 53, a. 28.
- Registre. **29.** La Régie ou le fonctionnaire qu'elle désigne à cette fin inscrit toute demande de délivrance d'une licence dans un registre spécialement tenu à cet effet.
1975, c. 53, a. 29.
- Habilitation d'une société ou corporation. **30.** Nulle société ou corporation ne peut obtenir une licence à moins d'y être habilitée par une ou plusieurs personnes physiques qui participent à sa gestion et qui possèdent les autres qualités requises en vertu de la présente loi.
1975, c. 53, a. 30.
- Qualités requises des personnes physiques. **31.** Les personnes physiques doivent, pour pouvoir obtenir une licence ou pour habilitier à cet effet une société ou corporation:
a) démontrer à la Régie qu'elles possèdent l'expérience pertinente dans la gestion d'une entreprise de construction et dans l'exécution de travaux de construction pour se valoir la confiance du public, ou qu'elles ont l'expérience professionnelle suffisante à cet effet;
b) établir leur solvabilité;
c) avoir été exemptes de toute condamnation, dans les cinq ans précédant la demande, pour l'une des infractions prévues aux sous-paragraphes iv, v et vi du paragraphe b de l'article 43.
1975, c. 53, a. 31.
- Majorité et langue. **32.** Aucune personne physique ne peut habilitier une société ou corporation à obtenir une licence si elle n'est majeure et n'a une connaissance de la langue française appropriée à l'exercice du travail envisagé.
- Restriction. Sous réserve des paragraphes h et i de l'article 58, une même personne physique ne peut ainsi habilitier à la fois plus d'une société

ou corporation ni habilitier une société ou corporation tout en étant titulaire d'une licence.

1975, c. 53, a. 32.

Qualités requises d'une société ou corporation.

33. Les sociétés ou corporations doivent, pour pouvoir obtenir une licence:

a) y être habilitées par une ou plusieurs personnes physiques conformément à l'article 30;

b) établir leur solvabilité ou, dans le cas d'une société, celle de chacun de leurs membres;

c) avoir été exemptes de toute condamnation, dans les cinq ans précédant la demande, pour l'une des infractions prévues aux sous-paragraphes iv, v et vi du paragraphe b de l'article 43, la même exigence s'appliquant à leurs membres ou administrateurs, suivant qu'il s'agit de corporations ou de sociétés;

d) faire connaître à la Régie leurs structures juridiques ainsi que les noms et domicile de chacun de leurs administrateurs ou associés, suivant qu'il s'agit de corporations ou de sociétés.

1975, c. 53, a. 33.

Cautionnement pour garantir parachevement des travaux.

34. La Régie peut, lorsqu'elle juge que dans un secteur de l'industrie de la construction les propriétaires ne sont pas suffisamment protégés, exiger par règlement des catégories d'entrepreneurs qu'elle indique, lorsqu'ils demandent une licence, un cautionnement destiné à assurer que les travaux de construction seront achevés conformément aux contrats intervenus avec les propriétaires.

Cautionnement pour indemnisation en cas de fraude.

La Régie peut également exiger de toute personne qui demande une licence un cautionnement payable au nom du ministre des finances, dont le montant et les modalités sont déterminés par règlement, pour indemniser les propriétaires dans les cas de fraude, de malversation ou de détournement de fonds.

Dépôt.

Ce cautionnement, s'il est constitué par un dépôt en espèces ou par des obligations au porteur, doit être déposé au siège ou au bureau de la Régie et ensuite remis par elle au ministre des finances; il est incessible et insaisissable.

Modalités.

Les modalités, les montants et la forme du cautionnement exigible des différentes catégories d'entrepreneurs sont déterminés par les règlements, lesquels déterminent également les cas où la Régie peut déclarer le cautionnement forfait et pourvoient à la façon d'en disposer.

1975, c. 53, a. 34.

Licence temporaire.

35. La personne dont le principal établissement est situé hors du Québec et qui désire exécuter ou faire exécuter des travaux de cons-

truction au Québec doit obtenir de la Régie une licence temporaire délivrée selon les règlements et lui permettant d'exécuter ou de faire exécuter ces travaux.

Élection de domicile.

Pour obtenir une licence, son maintien ou son renouvellement, le demandeur doit élire domicile au Québec.

Cautionnement.

Le demandeur doit fournir tout cautionnement prévu à l'article 34 et se soumettre aux autres exigences de la Régie.

1975, c. 53, a. 35.

Mention au cas de société.

36. Lorsqu'il s'agit de sociétés ou de corporations, la licence doit faire mention du nom de la ou des personnes physiques les habilitant.

Incessibilité.

La licence est incessible.

1975, c. 53, a. 36.

Avis de cessation de droit à une licence.

37. Le titulaire d'une licence qui cesse d'y avoir droit doit en informer par écrit la Régie dans les quinze jours suivant la date où son droit a pris fin.

Obligation en cas de décès ou d'incapacité.

En cas de décès ou d'incapacité du titulaire d'une licence, cette obligation incombe à l'exécuteur testamentaire, aux héritiers ou légataires, à l'administrateur de la succession, au représentant légal du défunt ou au curateur ou conseil judiciaire de l'incapable, suivant le cas.

1975, c. 53, a. 37.

Remplacement de personne habilitant titulaire.

38. La personne qui cesse d'habilier le titulaire d'une licence doit être remplacée dans les soixante jours. En cas de décès, le délai pour son remplacement est porté à trois mois.

Activités continuées.

Le titulaire d'une licence peut continuer ses activités durant cet intervalle, à moins que la Régie ne suspende sa licence en vertu d'une autre disposition de la présente loi.

Activités continuées en cas de décès.

En cas de décès, l'exécuteur testamentaire, les héritiers ou légataires, l'administrateur de la succession ou le représentant légal du défunt, selon le cas, peuvent continuer ses activités pour au plus trois mois à compter de la date du décès, à moins de suspension de la licence par la Régie en vertu d'une autre disposition de la présente loi.

1975, c. 53, a. 38.

Avis de fusion.

39. La fusion, la vente, la cession ou la modification de la raison sociale d'une entreprise ou de la composition d'une société doit être notifiée à la Régie dans les trente jours.

1975, c. 53, a. 39.

- Expiration. **40.** La licence expire un an après la date de sa délivrance; elle peut être renouvelée aux conditions prescrites par règlement.
- Période moindre. La Régie peut toutefois délivrer une licence pour une période moindre si elle juge qu'il y va de l'intérêt public ou pour des raisons d'ordre administratif.

1975, c. 53, a. 40.

- Registre. **41.** La Régie doit tenir un registre où sont inscrits les noms et adresses des titulaires de licences, ceux des personnes habitant des sociétés ou corporations ainsi que les catégories ou sous-catégories auxquelles appartiennent les licences. En outre, la Régie doit faire publier la liste des titulaires de licences chaque année dans la *Gazette officielle du Québec*. Cette publication doit avoir lieu avant la fin du mois de février.

1975, c. 53, a. 41.

- Droits perçus. **42.** Les droits perçus pour la délivrance et le renouvellement des licences sont remis par la Régie au ministre des finances.

1975, c. 53, a. 42.

SECTION IV

ANNULATION ET SUSPENSION DES LICENCES

- Causes de suspension ou d'annulation. **43.** Sur plainte écrite, la Régie peut suspendre ou annuler toute licence s'il lui est démontré:

a) que le titulaire ne remplit plus les conditions nécessaires à la délivrance de la licence;

b) que le titulaire, l'un des administrateurs de la corporation ou l'un des membres de la société:

i. est insolvable au sens de la Loi sur la faillite (Statuts du Canada) et que cela porte atteinte à la solvabilité de la corporation ou de la société;

ii. ne satisfait pas aux exigences de la présente loi ou des règlements relatifs aux cautionnements que doivent fournir les titulaires de licences;

iii. a enfreint la présente loi ou les règlements adoptés pour son application;

iv. a été reconnu coupable, par une cour de juridiction criminelle ayant compétence, d'une négligence criminelle qui a causé la mort ou des lésions corporelles à un travailleur;

v. a été reconnu coupable, par une cour de juridiction criminelle ayant compétence, de meurtre, de tentative de meurtre, d'homicide involontaire coupable, de vol qualifié, d'extorsion, d'incendie crimi-

nel, de vol avec effraction, de détournement de fonds, d'enlèvement, d'avoir causé intentionnellement des lésions corporelles dans l'intention de blesser, de mutiler, de défigurer une personne ou de mettre en danger la vie d'une personne, de voies de faits simples, de méfait, d'assaut infligeant des blessures corporelles, de vol, d'intimidation, de trafic de narcotiques, de fraude, de malversation ou de conspiration pour commettre un de ces actes;

vi. a été reconnu coupable à plus d'une reprise d'infractions à la Loi sur les établissements industriels et commerciaux (chapitre E-15) ou aux règlements adoptés en vertu de ladite loi. Une telle suspension ou annulation ne peut être imposée que conformément aux règlements que la Régie peut faire pour déterminer la fréquence ou la gravité des infractions justifiant une telle suspension ou annulation.

1975, c. 53, a. 43.

Révocation à la suite de fausses déclarations.

44. La Régie peut également révoquer une licence délivrée ou renouvelée sur la foi de fausses déclarations ou de dénaturation des faits de la part du titulaire.

1975, c. 53, a. 44.

Demande de révision de décision.

45. Tout intéressé peut demander à la Régie de réviser toute décision qu'elle a rendue et dont il n'a pas été interjeté appel au tribunal:

a) pour faire valoir des faits nouveaux qui, s'ils avaient été connus en temps utile, auraient pu justifier une décision différente;

b) lorsque, partie au litige, elle n'a pu, pour des raisons jugées suffisantes, se faire entendre;

c) pour faire corriger une erreur matérielle.

Délai. La demande à cet effet doit être adressée à la Régie, par lettre recommandée ou certifiée, dans les trente jours de la réception d'une copie de la décision sous pli recommandé ou certifié.

1975, c. 53, a. 45; 1975, c. 83, a. 84.

Appel.

46. Tout intéressé peut en appeler au tribunal de toute décision rendue par la Régie.

Délai et avis.

L'appel doit être formé dans les trente jours de la date à laquelle la décision a été rendue au moyen d'un avis énonçant:

a) le nom et le domicile du requérant;

b) la date et la nature de la décision de la Régie;

c) les faits pertinents;

d) les conclusions recherchées.

1975, c. 53, a. 46.

Confirmation de décision.

47. Le tribunal siégeant en appel peut confirmer, modifier ou

Aucun appel. infirmer toute décision qui lui est soumise et rendre la décision qui, à son jugement, aurait dû être rendue en premier lieu.
Toute décision rendue par le tribunal est sans appel.
1975, c. 53, a. 47.

SECTION V

FAILLITE

Effet de faillite. **48.** Toute licence devient nulle du seul fait de la faillite de son titulaire.

Annulation dans le cas de faillite de personne habitant. La Régie peut également annuler une licence dans le cas de faillite de la personne physique qui habilite le titulaire et dans le cas de faillite d'un sociétaire lorsque cela porte atteinte à la solvabilité du titulaire ou de la société selon le cas.

Licence temporaire au syndic. Toutefois, la Régie peut délivrer au syndic de faillite ou au liquidateur, suivant le cas, une licence temporaire l'autorisant à parachever les travaux visés par cette licence temporaire.

1975, c. 53, a. 48.

Cas où une personne est réputée en faillite. **49.** Pour l'application de la présente loi, une personne est en faillite lorsqu'une ordonnance de séquestre est rendue contre elle en vertu de la Loi sur la faillite (Statuts du Canada), lorsqu'elle fait une cession au sens de ladite loi, et, s'il s'agit d'une corporation, lorsqu'une ordonnance de liquidation est rendue contre elle, en vertu de la Loi concernant la liquidation des compagnies insolubles (Statuts du Canada), pour cause d'insolvabilité au sens de ladite loi.

1975, c. 53, a. 49.

Période durant laquelle un failli ne peut obtenir de licence. **50.** Un failli ou une personne qui est ou a été dans les trois mois précédant la faillite, administrateur de la compagnie concernée, ou membre de la société concernée, ne peut recevoir de licence avant trois ans à compter de la date de la faillite. Toutefois dans les cas où la loi pourvoit à la libération du débiteur, le délai d'interdiction prend fin lorsque la libération est effectivement obtenue, et que sont accomplies les conditions fixées par le tribunal compétent.

Les mêmes règles s'appliquent à une société ou corporation en cas de faillite de la personne qui l'habilite à détenir une licence.

1975, c. 53, a. 50.

Exception. **51.** Cependant, la Régie peut délivrer plus tôt une licence à une

personne si la faillite est étrangère aux activités visées par la licence et n'est pas imputable à cette personne.

1975, c. 53, a. 51.

Délai pour infraction à la
Loi sur la faillite.

52. Aucune licence ne peut être délivrée à un individu qui a été condamné à l'emprisonnement pour une infraction à la Loi sur la faillite, avant que cinq années se soient écoulées depuis la date de la condamnation.

1975, c. 53, a. 52.

SECTION VI

LES CONSTRUCTEURS-PROPRIÉTAIRES

Licence obligatoire.

53. Sauf dispositions contraires, tout constructeur-propriétaire doit obtenir une licence avant d'entreprendre des travaux de construction, sauf s'il fait exécuter les travaux par un entrepreneur général muni d'une licence.

«entrepreneur général».

Un entrepreneur général s'entend, pour l'application de l'alinéa précédent, d'un entrepreneur dont l'activité principale consiste à organiser ou à coordonner des travaux de construction dont l'exécution est confiée à des personnes sous ses ordres ou des entrepreneurs.

1975, c. 53, a. 53.

Conditions de délivrance.

54. Cette licence s'obtient sur paiement des droits exigibles et aux autres conditions fixées par la loi et les règlements. Elle est limitée aux travaux envisagés et à leur durée.

1975, c. 53, a. 54.

Cas où la licence n'est pas
requise.

55. Sous réserve des autres exigences de la présente loi, la licence de constructeur-propriétaire n'est pas exigible d'un individu qui exécute lui-même des travaux de construction:

a) à l'égard d'une maison destinée à être habitée exclusivement par lui et sa famille, ou

b) à l'égard d'un ouvrage autre qu'une habitation, destiné à son usage personnel ou à celui de sa famille et non visé par la Loi sur la sécurité dans les édifices publics (chapitre S-3) ou la Loi sur les établissements industriels et commerciaux (chapitre E-15).

1975, c. 53, a. 55.

Règlement sur cas non
prévus.

56. La Régie peut déterminer par règlement les cas, non prévus

à l'article 55, où les constructeurs-propriétaires sont exemptés de l'obligation d'obtenir une licence.

1975, c. 53, a. 56.

Dispositions applicables. **57.** Les autres dispositions de la présente loi s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la licence visée à l'article 53.

1975, c. 53, a. 57.

SECTION VII RÈGLEMENTS

Réglementation. **58.** La Régie peut édicter des règlements pour:

- a) déterminer les honoraires exigibles pour la délivrance et le renouvellement des licences ainsi que les frais d'enquête à la charge des personnes qui ont fait l'objet d'une enquête;
- b) former tout comité ou sous-comité consultatif;
- c) déterminer les qualités que doivent posséder les personnes physiques qui habilitent une société ou corporation;
- d) déterminer les qualités que doivent posséder les personnes qui demandent la délivrance ou le renouvellement de licences ainsi que les conditions qu'elles doivent remplir à cet effet et les renseignements qu'elles doivent alors fournir;
- e) déterminer la forme et la teneur des licences et des demandes de licences;
- f) déterminer les renseignements qui peuvent être exigés des titulaires de licences;
- g) déterminer les catégories de licences, notamment les licences d'entrepreneur général et d'entrepreneur spécialisé, et les sous-catégories de même que les conditions et les restrictions relatives à chaque catégorie ou sous-catégorie;
- h) permettre aux individus d'habiliter plus d'une société ou corporation à obtenir une licence;
- i) permettre aux individus de détenir une licence tout en habilitant une société ou une corporation à obtenir une licence;
- j) déterminer la forme et le contenu des rapports que les inspecteurs doivent faire à la Régie;
- k) déterminer les cas où, sous réserve de l'article 55, les constructeurs-propriétaires sont exemptés de l'obligation d'obtenir une licence;
- l) déterminer les cas où un cautionnement est exigé des catégories d'entrepreneurs qu'elle indique, lorsqu'ils demandent une licence, fixer les modalités, les montants et la forme du cautionnement exigible des différentes catégories d'entrepreneurs et déterminer les

cas où elle peut déclarer le cautionnement forfait ainsi que pourvoir à la façon dont il en est alors disposé.

1975, c. 53, a. 58.

Demande d'approbation. **59.** Les règlements sont transmis au ministre et soumis à l'approbation, avec ou sans modification, du gouvernement.

1975, c. 53, a. 59.

Publication de projets de règlements. **60.** Tout règlement, avant d'être approuvé, doit être précédé d'un projet publié dans la *Gazette officielle du Québec*, avec un avis spécifiant que toute objection à son approbation doit être formulée dans les trente jours.

1975, c. 53, a. 60.

Enquête. **61.** Le ministre peut ordonner la tenue d'une enquête sur le bien-fondé de toute objection formulée à la suite de l'avis prévu à l'article 60.

1975, c. 53, a. 61.

Approbation. **62.** Après expiration du délai précité ou, le cas échéant, après la tenue de l'enquête précitée, le gouvernement approuve, avec ou sans modification, le règlement.

1975, c. 53, a. 62.

Entrée en vigueur. **63.** Les règlements entrent en vigueur sur publication d'un avis de leur approbation dans la *Gazette officielle du Québec* ou à compter de toute date ultérieure qui y est mentionnée.

1975, c. 53, a. 63.

Adoption par gouvernement. **64.** Le gouvernement peut aussi adopter lui-même, abroger ou modifier tout règlement quand il est d'avis que l'intérêt public l'exige.
Dispositions applicables. Les articles 60, 61, 62 et 63 s'appliquent *mutatis mutandis* à tout règlement adopté par le gouvernement en vertu des articles 3 et 77 et du présent article.

1975, c. 53, a. 64.

Documents confidentiels. **65.** Sous réserve de l'article 41, les documents et autres renseigne-

ments fournis par le demandeur ou le titulaire d'une licence en vertu de la présente loi et des règlements sont confidentiels.

1975, c. 53, a. 65.

SECTION VIII

INFRACTIONS ET PEINES

- Infraction et peine. **66.** Commet une infraction la personne qui:
- a) fait une fausse déclaration lors d'une demande de délivrance d'une licence;
 - b) fait une fausse entrée dans un registre, falsifie un document prescrit par la présente loi, ou fait usage d'une telle entrée ou d'un tel document, alors qu'elle en connaît la fausseté;
 - c) entrave ou tente d'entraver un inspecteur ou toute autre personne, manque de se conformer à un ordre reçu ou autrement met obstacle à l'exercice de leurs fonctions en vertu de la présente loi;
 - d) viole une prescription de la présente loi ou d'un règlement adopté sous son autorité.

1975, c. 53, a. 66.

- Infraction et peine. **67.** Commet une infraction le titulaire d'une licence qui:
- a) abandonne ou interrompt sans motif légitime des travaux de construction en cours, causant par là préjudice aux intéressés;
 - b) par suite de fraude, de malversation ou de détournement de fonds de sa part, cause un dommage à autrui;
 - c) sert de prête-nom à une tierce personne qui ne possède pas de licence afin que cette dernière exécute ou fasse exécuter des travaux de construction.

1975, c. 53, a. 67.

- Infraction et peine. **68.** Quiconque commet une infraction prévue aux articles 66 et 67 est passible, si aucune autre pénalité n'est prévue pour cette infraction, en outre du paiement des frais:
- a) dans le cas d'un individu, d'une amende d'au plus \$500;
 - b) dans le cas d'une corporation, d'une amende d'au plus \$1,000;
 - c) pour toute récidive dans les deux ans, d'une amende dont le montant doit être égal au double du maximum des amendes prévues aux paragraphes a et b, selon le cas.

1975, c. 53, a. 68.

- Infraction et peine. **69.** Quiconque enfreint l'article 25 ou l'article 53 commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais:

a) dans le cas d'un individu, d'une amende d'au moins \$500 et d'au plus \$1,000;

b) dans le cas d'une corporation, d'une amende d'au moins \$1,000 et d'au plus \$2,000.

1975, c. 53, a. 69.

Personne partie à l'infraction.

70. Est partie à une infraction et passible de la peine prévue au même titre que la personne qui la commet, toute personne qui aide à la commettre ou conseille de la commettre.

Directeur réputé coupable.

Lorsqu'une infraction est commise par une corporation, est coupable de l'infraction le directeur, l'administrateur, le dirigeant ou le gérant qui, de quelque manière, approuve l'acte qui constitue l'infraction ou qui y acquiesce.

1975, c. 53, a. 70.

Annulation de licence.

71. Toute cession d'une licence contrairement à l'article 36 ou toute violation ou omission de se conformer aux articles 37, 38 et 39 annule de plein droit la licence ou la licence temporaire selon le cas.

Pénalités.

En outre, le contrevenant est passible des pénalités prévues par la présente loi.

1975, c. 53, a. 71.

Poursuites sommaires.

72. Les peines prévues par la présente loi sont imposées sur poursuite sommaire, suivant la Loi sur les poursuites sommaires (chapitre P-15).

Poursuites.

La partie II de ladite loi s'applique à ces poursuites.

1975, c. 53, a. 72.

Poursuites pénales.

73. Les poursuites pénales en vertu de la présente loi sont intentées par la Régie ou par une personne autorisée par elle à cette fin.

Amendes.

Les amendes prévues par la présente loi sont versées au fonds consolidé du revenu.

1975, c. 53, a. 73.

Preuve non admise.

74. Aucune preuve n'est recevable pour établir qu'une enquête a été faite ou une poursuite intentée à la suite d'une plainte ou pour en identifier l'auteur.

1975, c. 53, a. 74.

Actions civiles.

75. Outre les poursuites pénales prévues ci-dessus, une action peut être intentée par la Régie ou une personne autorisée par elle à cette

fin devant un tribunal de juridiction civile compétent pour recouvrer les droits payables en vertu de la présente loi et des règlements.

1975, c. 53, a. 75.

SECTION IX

DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Loi non applicable à
certaines corporations avant
1980.

76. La présente loi ne s'applique aux personnes qui doivent être membres de la Corporation des maîtres électriciens du Québec visée au chapitre M-3, et de la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec visée au chapitre M-4, qu'à compter du 1^{er} avril 1980 ou de toute date antérieure fixée par proclamation du gouvernement.

1975, c. 53, a. 76.

Exemption de licence.

77. Nonobstant toute disposition contraire d'une autre loi, le gouvernement peut par règlement exempter de l'obligation de détenir une licence en vertu de la Loi sur les électriciens et les installations électriques (chapitre E-4) ou de la Loi sur les mécaniciens en tuyauterie (chapitre M-7) toute personne qui n'est pas visée à l'article 76.

1975, c. 53, a. 77.

Entrepreneur détenant une
licence habilité à obtenir
une nouvelle licence.

78. Tout entrepreneur visé à l'article 76 ou à l'article 77 qui détient une licence en vertu de la Loi sur les électriciens et les installations électriques (chapitre E-4) ou la Loi sur les mécaniciens en tuyauterie (chapitre M-7) a droit, à compter de la date de son assujettissement à la présente loi, d'obtenir de la Régie, sur demande et après paiement des droits exigibles, une licence appropriée à la catégorie et sous-catégorie de travaux correspondante.

1975, c. 53, a. 78.

Droit d'autres
entrepreneurs d'obtenir une
licence.

79. Tout entrepreneur autre que ceux visés à l'article 76 ou à l'article 77 qui a transmis à l'Office de la construction du Québec, dans les douze mois précédant le 15 novembre 1975, un rapport mensuel conformément à la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (chapitre R-20) et dont le nom apparaît sur une liste fournie à cette fin par l'Office à la demande de la Régie a droit, à compter du 15 novembre 1975, d'obtenir de la Régie, sur demande et après paiement des droits exigibles, une licence appropriée à la catégorie et sous-catégorie de travaux de construction qu'il exécutait généralement avant le 15 novembre 1975.

Délai de demande de licence.	<p>Toutefois, ces entrepreneurs doivent en faire la demande par écrit à la Régie avant le 15 mai 1976.</p> <p>1975, c. 51, a. 37; 1975, c. 53, a. 79.</p>
Disposition applicable.	<p>80. Nonobstant les articles 76, 77 et 79, tout entrepreneur est assujetti à l'article 34 dès le 15 novembre 1975.</p>
Délai pour fournir cautionnement.	<p>Toutefois, ces entrepreneurs ont un délai d'un an à compter du 15 novembre 1975 pour fournir tel cautionnement.</p> <p>1975, c. 53, a. 80.</p>
Entrepreneurs non visés par aa. 78 et 79.	<p>81. Les articles 78 et 79 ne s'appliquent pas à un entrepreneur:</p> <p>a) qui a fait faillite au sens de l'article 49 et qui n'a pas été libéré avant le 15 novembre 1975 ou, dans le cas de l'article 76, avant le 1^{er} avril 1980 ou toute date antérieure fixée par proclamation du gouvernement ou, dans le cas prévu à l'article 77, avant la date de son assujettissement à la présente loi;</p> <p>b) qui a, ou dont un de ses administrateurs ou associés a, au cours des cinq années précédant le 15 novembre 1975 ou, dans le cas de l'article 76, le 1^{er} avril 1980 ou toute date antérieure fixée par proclamation du gouvernement ou, dans le cas prévu à l'article 77, avant la date de son assujettissement à la présente loi, été déclaré coupable de négligence criminelle qui a causé la mort ou des lésions corporelles à un travailleur, de fraude, de malversation ou de détournement de fonds;</p> <p>c) qui est sous le coup d'un jugement non satisfait pour dettes contractées dans l'exécution d'une entreprise de construction.</p> <p>1975, c. 53, a. 81.</p>
Licence non exigible pour travaux antérieurs.	<p>82. Aucune licence n'est exigible à l'égard des travaux de construction d'un ouvrage ou bâtiment commencés par un constructeur-propriétaire avant le 15 novembre 1975 et terminés dans les six mois de cette date.</p> <p>1975, c. 53, a. 82.</p>
Application de la loi.	<p>83. Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre est chargé de l'application de la présente loi.</p> <p>1975, c. 53, a. 135.</p>

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 53 des lois annuelles de 1975, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 83 à 134, 136 et 137, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre Q-1 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

LOIS DU QUÉBEC, 1975 LOIS REFONDUES, 1977

Chapitre 53

Chapitre Q-1

LOI SUR LA QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES ENTREPRENEURS DE CONSTRUCTION

LOI SUR LA QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES ENTREPRENEURS DE CONSTRUCTION

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 82	1 - 82	
83 - 134		Omis
135	83	
136 - 137		Omis

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

